

Chère Madame, cher Monsieur,

Ce mail est un peu long, **mais cette affaire mérite que l'on soit précis.**

Qui a dit ?

*« Comment ne pas être choqué par ce qui est arrivé à Théo ? Parce qu'à Aulnay, c'est la force illégitime de l'Etat qui a eu cours et la dignité d'un jeune garçon, d'une famille et d'un quartier, qui a été mise en cause. Je tiens à rendre hommage à Théo et à son entourage. Alors que tout semble les pousser vers la haine et la révolte, ils font preuve d'un formidable sang-froid. »*

C'est ce qu'a déclaré **Emmanuel Macron**, le 8 février 2017. C'était six jours après le début de ce que l'on a ensuite appelé « l'affaire Théo ».

Laissez-moi vous rappeler les faits.

Le 2 février 2017, quatre policiers de la Brigade Spécialisée de Terrain (BST) d'Aulnay-sous-Bois procèdent à un contrôle d'identité sur un groupe de jeunes gens. Rapidement le contrôle dégénère. Les individus contrôlés s'enfuient. **L'un d'entre eux, Théo Luhaka, 22 ans, se bat avec un policier.** Les quatre agents tentent de l'interpeller. Théo, un solide gaillard d'un mètre quatre-vingt dix, se débat violemment. Il est finalement maîtrisé. C'est à son arrivée au commissariat que les policiers disent constater qu'il saigne au niveau des fesses. Théo est alors transporté à l'hôpital, où un médecin diagnostiquera "une plaie longitudinale du canal anal" et une "section du muscle sphinctérien".

De son lit d'hôpital, le jeune homme accuse les policiers d'avoir baissé son pantalon et son caleçon et de lui avoir volontairement introduit une matraque télescopique dans l'anus au cours de l'interpellation !

**Dans ses premières déclarations, Théo est très précis.**

Un fonctionnaire lui aurait, dit-il, « enfoncé le bâton dans les fesses après avoir écarté le caleçon sur le côté » pendant qu'un autre lui « tenait les jambes », un troisième le maintenant « légèrement incliné debout ».

Les policiers accusés nient vigoureusement avoir accompli un tel geste, mais qu'importe. Le parquet est saisi. Le juge chargé de l'affaire met en examen pour viol le policier qui a fait usage de sa matraque

examen pour viol le policier qui a fait usage de sa matraque télescopique, et les trois autres pour violences volontaires aggravées.

Les quatre fonctionnaires sont placés sous contrôle judiciaire et **le ministre de l'Intérieur de l'époque, Bruno Le Roux, suspend les quatre policiers** « immédiatement et à titre conservatoire ». Et la tempête médiatique commence à se déchaîner.

Des journaux font leurs gros titres sur le « viol » de Théo. Dans une tribune parue dans Libération, des dizaines « d'artistes » traitent les 4 policiers de « monstres » et de « brebis galeuses ».

Les politiques ne sont pas en reste pour dénoncer les « brutalités policières ». **Et le 7 février, François Hollande, le président de la République lui-même, se rend au chevet de Théo, pour lui témoigner son soutien et se faire photographier avec lui.**

Et parallèlement des émeutes éclatent un peu partout en France. Les émeutiers réclament « justice pour Théo » en incendiant des véhicules et en affrontant brutalement les policiers. Le 11 février à Bobigny, le 15 et le 18 février à Paris, le 11 et le 17 février à Rouen...

L'enquête n'est qu'au début, mais **on a l'impression que les policiers sont déjà jugés coupables.**

Pourtant des éléments discordants apparaissent...

Dès le 10 février, l'Inspection Générale de la Police Nationale, qui a visionné les images de l'arrestation filmée par une caméra de vidéo surveillance, retient la thèse de l'accident et écarte toute « idée de viol délibéré ».

Que voit-on dans la vidéo ? Que Théo ne s'est pas laissé menotter et que l'un des policiers, en tentant de le maîtriser, lui a porté un coup de matraque sur le haut des cuisses, pour, selon lui, le mettre à genou et lui faire lâcher prise.

Exactement ce que les policiers avaient affirmé dès le début.

Le 3 mars, lors de sa première audition devant la juge d'instruction, Théo est confronté à ces mêmes images de la vidéo surveillance, qui contredisent sa version des faits. Il reconnaît alors que les policiers n'ont pas baissé son pantalon de survêtement mais que celui-ci avait glissé, parce qu'il était trop large et pas attaché.

Depuis, d'autres éléments sont encore venus s'ajouter au dossier.

Nous avons tous pu visionner la scène filmée par la caméra de vidéo surveillance. Ce que l'on y voit ressemble en effet beaucoup à la version donnée par les policiers.

Il y a 3 semaines, **deux expertises médicales ont conclu à l'absence de viol**, et que l'unique coup de matraque porté au niveau des cuisses pour le déséquilibrer n'est « pas contraire aux règles de l'art ». Aujourd'hui nous en sommes là.

Une confrontation générale devrait avoir lieu dans les semaines à venir. En attendant les quatre policiers restent mis en examen, et celui qui a porté le coup de matraque ayant blessé Théo est toujours suspendu de ses fonctions.

La justice devrait rendre son verdict définitif prochainement ; on peut du moins l'espérer. Mais une chose est sûre : les policiers ont été immédiatement traînés dans la boue dès que l'affaire a éclaté. **La police toute entière a été traînée dans la boue**, par certains médias, par certains hommes politiques.

Vous je ne sais pas, mais moi cela m'indigne profondément.

D'ailleurs, **Céline Berthon**, secrétaire général du Syndicat des commissaires de la police nationale, l'a très bien expliqué dans Le Figaro :

*« Dans tout autre domaine, lorsqu'un personnage public diffame, il se rétracte et fait acte de contrition. Nous aimerions que pour la police nationale il en soit de même. **Que la communauté des policiers ait aussi droit au respect et à la présomption d'innocence. Que ceux que l'on a taxés de violeurs puissent se voir rétablis dans leur dignité.** »*

**Croyez-vous qu'il y aura des excuses ?** Que ceux qui ont porté des accusations très graves, qui ont préféré croire Théo sur paroles plutôt que quatre policiers assermentés, viendront publiquement présenter des excuses ?

A votre avis ?

Pour le moment, le seul à avoir eu l'honnêteté et la décence de présenter des excuses, c'est le boxeur **Patrice Quarteron**. Dans une vidéo publiée sur son compte Twitter. vue plus de 35.000 fois et

largement relayée, le boxeur français reconnaît, après avoir vu les images de l'arrestation de Théo, avoir fait "une grave erreur" d'appréciation.

Il dit :

*« Je pensais vraiment que vous aviez fait exprès de sodomiser le garçon. [...] Je viens de voir la vidéo. Comme quoi, il faut garder la tête froide et ne pas hurler avec les loups ».*

On ne saurait mieux dire. Certaines personnes, pourtant investies de grandes responsabilités publiques, ont préféré hurler avec les loups, et partir d'une présomption de culpabilité pour la police.

Et c'est très grave.

Car il ne s'agit pas seulement de l'honneur de quatre hommes, ou bien de l'honneur de la police elle-même.

Des accusations de ce genre, portées sans vergogne par les médias et les hommes politiques, **ont un effet dramatique sur l'action de la police, et donc sur notre sécurité à tous**. Vous ne me croyez pas ?

Laissez moi vous parler de ce que les Américains ont appelé « **l'effet Ferguson** ».

Le 9 août 2014, à Ferguson, dans la banlieue de Saint Louis, un jeune homme noir de 18 ans, **Michael Brown**, est tué par l'agent de police **Darren Wilson**. La rumeur se répand très vite que Brown a été abattu de sang-froid alors qu'il avait les mains levées en signe de reddition. Dès le lendemain, des émeutes commencent, et les accusations de racisme se mettent à pleuvoir sur les policiers, tous les policiers, dans les médias et parmi les hommes politiques.

La vérité est pourtant toute différente.

La vérité : Brown est un colosse de 1m93 et 130 kilos qui vient tout juste de commettre un vol avec violence dans une épicerie. L'agent Wilson qui tente de l'arrêter, se fait frapper par le délinquant qui tente de s'emparer de son arme. L'agent de police finit par tirer sur Michael Brown, en état de légitime défense.

Mais le mal est fait. C'est un drame car un homme est mort, mais cela

va même plus loin...

Désormais, **à cause de l'agitation médiatique qui a entouré la mort de Michael Brown, lorsque la police utilise la force contre un afro-américain et qu'un drame survient, on parle directement d'une bavure et on crie au racisme policier.** S'ensuivent donc des émeutes et des scènes de pillage relayées par toutes les télévisions, sans même connaître les tenants et les aboutissants de chaque affaire...

Quelle conséquence ? Les interventions des policiers dans les quartiers à majorité afro-américaine font face à des résistances de plus en plus violentes d'une partie de la population, qui prend le parti des délinquants contre les policiers. Ces policiers préfèrent donc, de plus en plus souvent, s'abstenir d'intervenir plutôt que de risquer de devoir faire usage de la force.

Une de nos expertes, Heather MacDonald, qui est américaine et qui a étudié la situation alerte :

*« En 2015, l'année qui a suivi la mort de Michael Brown, l'activité policière a nettement diminué et les homicides ont augmenté dans la plupart des grandes villes : de 90% à Cleveland ; à Nashville de 83% ; à Washington D.C de 54% ; à Milwaukee de 72% ; à Minneapolis de 61%, etc. »*

C'est « l'effet Ferguson ». **La police qui se replie, à cause des accusations auxquelles elle fait face, et qui laisse le champ beaucoup plus libre aux criminels.**

Et en France ? Mêmes causes, mêmes effets.

Le journaliste **Jean-Marie Godard**, auteur de Paroles de flics, raconte :

*« Le geste de François Hollande, qui est allé au chevet de Théo sans qu'aucune preuve n'ait été faite de la culpabilité des policiers, a été **une véritable gifle pour les policiers.** L'enquête commençait à peine, on était en pleine séquence électorale, et le pouvoir a voulu calmer les émeutes. »*

Il ajoute :

*« Beaucoup de jeunes policiers ne veulent plus faire de voie publique, ils ont peur d'être piégés. Avec les smartphones et les réseaux sociaux, ils sont filmés en permanence. Leurs visages sont rendus publics sur*

*internet, ils sont obligés de se voiler le visage en manif. La moindre image de violence est décontextualisée. **On oublie que le principe même de la police, c'est l'usage de la force dans un cadre précis. Alors oui, quand un type ne veut pas se laisser arrêter, l'intervention peut être musclée.** »*

Et voilà pourquoi toute l'agitation médiatique autour de l'affaire Théo, toutes ces accusations lancées sans preuves, sont profondément choquantes, et irresponsables. Elles mettent en danger les forces de l'ordre, et elles contribuent à faire monter la délinquance.

Certains diront peut-être, que le battage médiatique peut avoir comme conséquence positive de rendre de futures « bavures » moins probables, car les policiers feront plus attention lorsqu'ils utilisent la force.

Mais c'est exactement l'inverse !

Ce genre d'affaires dans lesquelles les policiers sont cloués au pilori et toute la police mise en accusation donne plus de confiance aux délinquants. Cela incite à résister aux forces de l'ordre, à refuser les contrôles d'identité, à essayer de se battre avec les agents plutôt que d'être interpellé, comme l'a fait Théo.

Quelle option reste-t-il aux policiers ? **Abandonner totalement le terrain aux délinquants ?** c'est évidemment inacceptable... **Employer une force plus grande que celle employée par ceux qui résistent ?** mais on tombe alors dans une escalade de violences avec le risque que l'un des protagonistes soit blessé, ou pire encore. Ce n'est pas une solution...

Le risque que des accidents ou des drames se produisent à l'avenir est aggravé par ceux qui ont alimenté l'affaire Théo !

Comme l'a confié un haut gradé à Jean-Marie Godard : « *Un jour, quelqu'un sortira son flingue, pour une bonne raison, et il y aura une semaine d'émeutes. Ce jour-là on verra quel parti prendra le gouvernement* ».

Dans l'affaire Théo, la justice n'a pas encore rendu son verdict définitif. Mais nous sommes tous déjà capables de deviner que ce qui s'est passé est bien différent de la version que nous a présentée Théo, certains médias et certains hommes politiques, y compris, au moment des faits, le chef de l'Etat lui-même !

des faits, le chef de l'Etat lui-même :

Peut-on appeler ça une « **fake news d'Etat** » comme certains ?

Je ne sais pas, mais en tout cas, il est de mon devoir de rétablir la vérité. Et de nous battre contre une certaine propagande bien-pensante qui fait systématiquement des policiers des « méchants » qui « n'aiment pas les jeunes », et qui fait des délinquants des victimes.

**Cette propagande mensongère nous met tous en danger.**

Si vous êtes d'accord avec moi, je vous demande de partager ce mail à votre carnet d'adresses. C'est comme cela que nous gagnerons la bataille des idées.

Avec tout mon dévouement,  
Laurence Havel